



Veille des Etats d'Europe centrale et balte

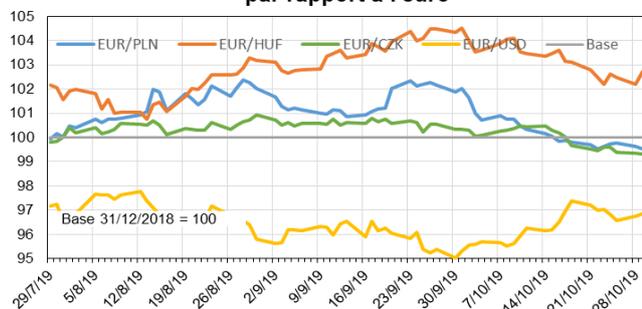
N° 16/2019

Du 20 au 31 octobre 2019

Ensemble de la zone

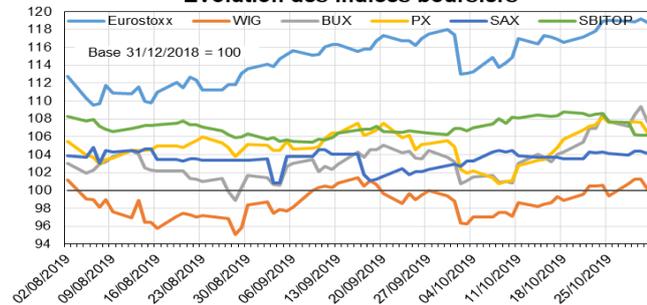
MARCHES FINANCIERS

Evolution des devises à taux flottant de la zone par rapport à l'euro



Source: Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Evolution des indices boursiers



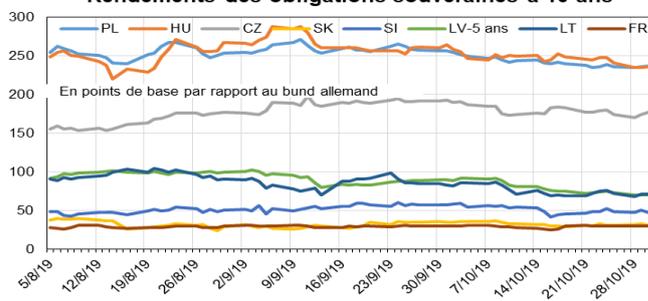
Source: Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Clôtures au	31/10/2019	24/10/2019	Variation hebdomadaire	Depuis fin 2018
EUR/PLN*	4,2564	4,277	- 0,48%	- 0,75%
EUR/HUF*	328,5	329,3	- 0,25%	+ 2,37%
EUR/CZK*	25,501	25,593	- 0,36%	- 0,76%
EUR/USD*	1,1135	1,1104	+ 0,28%	- 2,91%
WIG20	57 730,37	58 012,97	- 0,48%	+ 0,07%
BUX	42 121,87	42 475,53	- 0,83%	+ 7,62%
PX	1 049,8	1 067,14	- 1,62%	+ 6,41%
Eurostoxx	3 276,85	3 282,94	- 0,19%	+ 18,72%
Spread PL-10	238,8	238,8	0 pb	- 21,6 pb
Spread HU-10	237,2	247,5	- 10,3 pb	- 42,6 pb
Spread CZ-10	181,7	180,5	+ 1,2 pb	+ 11,8 pb

* Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.

Source : Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Rendements des obligations souveraines à 10 ans



Source: Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

POLITIQUE MONÉTAIRE

Taux d'intérêt (%)				
Zone euro		Rép. tchèque	Pologne	Hongrie
Taux de refinancement au jour le jour*	0,00	Taux repo (de refinancement à 2 semaines)*	Taux de refinancement à 1 semaine*	Taux de facilité de dépôt à 3 mois*
		2	1,50	0,90
Taux de facilité de dépôt au jour le jour	-0,50	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	Taux de facilité de dépôt au jour le jour
		1,00	0,50	-0,05
Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour	0,25	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour et à une semaine
		3,00	2,50	0,90
Réserves obligatoires	1,00	Réserves obligatoires	Réserves obligatoires	Réserves obligatoires
		2,00	3,50	2,00

* Taux directeur

Sources : Banques centrales

**AFFAIRES EUROPEENNES**

- **La croissance de la production, en volume, dans le secteur de la construction atteint 1,2% dans la zone euro et 1,9% dans l'Union européenne à 28 en rythme annuel en août 2019**, Eurostat le 18 octobre. En août 2019 dans la zone euro, la production a augmenté de 1,6% pour le bâtiment et de 0,9% pour le génie civil en rythme annuel. Dans l'UE, la hausse de la production en août 2019 en g.a atteint 2,2% pour le bâtiment et 1,4% pour le génie civil. Les plus fortes hausses du volume de la production dans le secteur de la construction ont été enregistrées en août 2019 en Roumanie (+34,2% en g.a), en Suède (+6,8%), en Hongrie (+5,9%) et en Pologne (+5,1%), tandis que les plus fortes baisses ont été enregistrées en Slovénie (-7,5%), en Slovaquie (-6,9%) et en Belgique (-2,5%). Entre juillet et août 2019, le volume de la production dans le secteur de la construction a baissé de 0,5% dans la zone euro et de 0,2% dans l'UE.
- **Le déficit public de la zone euro s'élève à 0,5% du PIB et celui de l'Union européenne à 28 à 0,7% du PIB en 2018 (données définitives)**, Eurostat le 21 octobre. Le déficit public est ainsi en baisse comparé au niveau atteint en 2017, où il avait atteint respectivement 0,9% du PIB dans la zone euro et 1% dans l'UE. En 2018, le Luxembourg (+2,7% du PIB), l'Allemagne et Malte (+1,9% chacun), la Bulgarie (+1,8%), les Pays-Bas (+1,5%), la République tchèque (+1,1%), la Grèce (+1,0%), le Danemark, la Slovénie et la Suède (+0,8% chacun), la Lituanie (+0,6%), la Croatie (+0,3%), l'Autriche (0,2%) et l'Irlande (+0,1%) ont affiché un excédent public. A l'opposé, quatorze Etats membres de l'UE ont enregistré un déficit public, qui pour deux d'entre eux, à savoir Chypre (- 4,4% du PIB) et la Roumanie (3%) a dépassé la limite des 3% du PIB fixé par le Traité de Maastricht.
- **La dette publique de la zone euro s'élève à 85,9% du PIB dans la zone euro et à 80,4% du PIB dans l'Union européenne à 28 au 31 décembre 2018 (données définitives)**, Eurostat le 21 octobre. La dette publique est ainsi en baisse comparé au niveau atteint à la fin de l'année 2017, où elle représentait respectivement 87,8% du PIB dans la zone euro et 82,1% du PIB dans l'UE. Au 31 décembre 2018, les plus faibles ratios de dette publique par rapport au PIB ont été relevés en Estonie (8,4%), au Luxembourg (21,0%), en Bulgarie (22,3%), en République tchèque (32,6%), en Lituanie (34,1%) et au Danemark (34,2%). Quatorze États membres ont affiché un ratio de dette publique supérieur à 60% du PIB, les plus élevés ayant été enregistrés en Grèce (181,2%), en Italie (134,8%), au Portugal (122,2%), à Chypre (100,6%), en Belgique (100,0%), en France (98,4%) et en Espagne (97,6%).
- **La dette publique de la zone euro atteint 86,4% du PIB et celle de l'UE 80,5% du PIB au 30 juin 2019**, Eurostat le 22 octobre. Parmi les Etats membres de l'UE, les ratios de dette publique les plus élevés ont été enregistrés le 30 juin 2019 en Grèce (180,2% du PIB), en Italie (138,0%), au Portugal (121,2%), à Chypre (107,2%) et en Belgique (104,7%), et les plus faibles en Estonie (9,3%), au Luxembourg (20,3%) et en Bulgarie (20,4%). Comparé au niveau atteint au 30 juin 2018, huit Etats membres de l'UE ont enregistré une hausse de leur niveau de dette publique et vingt autres une diminution. Les hausses les plus fortes ont été observées à Chypre (+6,4 pp), en Grèce (+2,7 pp), en Italie (+2,0%), tandis que les baisses les plus marquées ont été observées en Hongrie et en Slovénie (-5,2 pp chacun), en Autriche (-4,7 pp), au Portugal (-4,5 pp), et en Irlande (-4,4 pp). Comparé au niveau atteint au 31 mars 2019, le ratio dette publique/PIB a reculé de 0,1pp dans la zone euro et de 0,6pp dans l'UE.
- **Sondage du centre de recherche américain Pew sur l'amélioration du niveau de vie dans les Etats du Groupe de Visegrad depuis la chute du communisme en 1989**, résultats publiés le 25 octobre. Il ressort du sondage que 74% des polonais estiment que leurs situation financière est meilleure actuellement qu'en 1989, contre seulement 61% des tchèques, 47% des hongrois et 45% des slovaques. De même, l'étude montre qu'en 2019 57% des polonais estiment que leurs enfants vivent mieux que leurs parents, contre seulement 51% des tchèques, 46% des slovaques et 37% des hongrois.
- **Le revenu réel des ménages par habitant a augmenté de 0,4% entre le premier et le deuxième trimestre 2019 dans la zone euro**, Eurostat le 29 octobre. Au deuxième trimestre 2019, les dépenses de consommation réelles des ménages dans la zone euro ont augmenté de 0,2% en g.t. Pour rappel, entre le quatrième trimestre 2018 et le premier trimestre 2019, le revenu réel des ménages par habitant avait enregistré une croissance de 0,6% et les dépenses de consommation réelle des ménages avaient enregistré une croissance de 0,2% dans la zone euro.



- **Le revenu réel des ménages par habitant a augmenté de 0,2% entre le premier et le deuxième trimestre 2019 dans l'Union européenne à 28**, Eurostat le 29 octobre. Au deuxième trimestre 2019, les dépenses de consommation réelles des ménages dans la zone euro ont augmenté de 0,4% en g.t. Pour rappel, entre le quatrième trimestre 2018 et le premier trimestre 2019, le revenu réel des ménages par habitant avait enregistré une croissance de 0,3% et les dépenses de consommation réelles des ménages avaient enregistré une baisse de 0,3% dans l'UE.
- **Le ratio recettes fiscales/ PIB dans l'Union européenne atteint 40,3% dans l'Union européenne et 41,7% dans la zone euro en 2018**, Eurostat le 30 octobre. Comparé à 2017, le ratio recettes fiscales/ PIB a progressé de 0,1pp dans l'UE et de 0,2pp dans la zone euro. Les parts les plus importantes de cotisations sociales et d'impôts ont été enregistrées en 2018 en France (48,4%), en Belgique (47,2%), au Danemark (45,9%), en Suède (44,4%), en Autriche (42,8%), en Finlande (42,4%) et en Italie (42,0%), à l'opposé les parts les plus faibles ont été observées en Irlande (23,0%), en Roumanie (27,1%), en Bulgarie (29,9%), en Lituanie (30,5%) et en Lettonie (31,4%). Entre 2017 et 2018, le ratio recettes fiscales/ PIB a enregistré une hausse dans seize Etats membres de l'Union européenne, les plus fortes hausses ont été observées au Luxembourg (de 39,1% à 40,7%), en Roumanie (de 25,8% à 27,1%) et en Pologne (de 35% à 36,1%). A l'inverse, des baisses du ratio recettes fiscales/PIB ont été observées dans six Etats membres de l'UE entre 2017 et 2018, les plus marquées ont été observées au Danemark (de 46,8% à 45,9%), en Hongrie (de 38,4% à 37,6%) et en Finlande (de 43,1% à 42,4%).
- **La Banque Mondiale a publié jeudi 24 octobre le classement « Doing-Business » au titre de l'année 2019, qui mesure la qualité du climat des affaires dans un pays**. L'indice est calculé sur la base des douze indicateurs suivants : création d'une entreprise, obtention des permis de construire, conditions d'emplois des salariés, accès à l'électricité, enregistrement d'une propriété immobilière, accès au crédit bancaire, protection des investisseurs minoritaires, facilité du commerce internationale, paiement des impôts, mise en œuvre des contrats, règlement des faillites et négociations des contrats avec le gouvernement. L'indice se constitue en un score de 0 à 100 établi sur la base de ces douze critères. Pour les Etats d'Europe centrale et balte, on observe une chute assez marquée dans le classement pour la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie comparé au dernier classement au titre de l'année 2019 (publié fin octobre 2018).

Rang	Pays d'Europe centrale et balte	Score 2020 (Points)	Evolution score 2020/2019 (points)	Evolution au classement 2020/2019
11 ^{ème}	Lituanie	81,6	+ 0,77	+ 3 places
18 ^{ème}	Estonie	80,6	+ 0,1	- 2 places
19 ^{ème}	Lettonie	80,3	+ 0,71	Inchangé
32 ^{ème}	France	76,8	- 0,49	Inchangé
40 ^{ème}	Pologne	76,4	- 0,55	- 7 places
41 ^{ème}	République tchèque	76,3	+ 0,2	- 6 places
45 ^{ème}	Slovaquie	75,6	+ 0,43	- 3 places
52 ^{ème}	Hongrie	73,4	+ 1,22	+ 1 place

- **La croissance du PIB atteint 1,1% dans la zone euro et 1,4% dans l'UE au troisième trimestre 2019 en rythme annuel**, Eurostat le 31 octobre. Pour rappel, la croissance avait atteint en rythme annuel 1,2% dans la zone euro et 1,4% dans l'UE au deuxième trimestre 2019. Comparé au deuxième trimestre 2019, la croissance du PIB atteint 0,2% dans l'UE comme dans la zone euro au troisième trimestre 2019.
- **L'inflation s'établit à 0,7% en rythme annuel dans la zone euro en octobre 2019**, Eurostat le 31 octobre. L'inflation est actuellement principalement alimentée dans la zone euro par les prix des services et de l'alimentation, de l'alcool et du tabac (+1,6% en g.a chacun) et des biens industriels hors énergie (+0,3%). En revanche, les prix de l'énergie ont contribué à faire ralentir le rythme de l'inflation (-3,2% en g.a).
- **Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 7,5% de la population active dans la zone euro et à 6,3% dans l'Union européenne à 28 en septembre 2019**, Eurostat le 31 octobre. Il s'agit du plus faible taux de chômage enregistré dans la zone euro depuis juillet



2008 et du plus faible taux mesuré dans l'UE depuis le calcul de l'indicateur par Eurostat en janvier 2000. Comparé au niveau atteint en septembre 2018, le taux de chômage a reculé de 0,5pp dans la zone euro et de 0,4pp dans l'UE. En septembre 2019, 15,635 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE dont 12,335 dans la zone euro. Par rapport à août 2019, le nombre de chômeurs a augmenté de 48 000 dans l'UE et de 33 000 dans la zone euro. Comparé à septembre 2018, le chômage a baissé de 889 000 personnes dans l'UE et de 738 000 dans la zone euro. Les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en septembre 2019 en République tchèque (2,1%), en Allemagne (3,1%), en Pologne (3,3%), en Hongrie et à Malte (3,4% chacun) et aux Pays-Bas (3,5%), tandis que les taux les plus élevés ont été relevés en Grèce (16,9%), en Espagne (14,2%), en Italie (9,9%) et en France (8,4%).

- **Le taux de chômage des jeunes s'établit à 15,9% dans la zone euro et à 14,5% dans l'UE**, Eurostat le 31 octobre. En septembre 2019, 3,223 millions de jeunes (de moins de 25 ans) étaient au chômage dans l'UE, dont 2,283 millions dans la zone euro. Par rapport à septembre 2018, le nombre de jeunes chômeurs a diminué de 145 000 dans l'UE et de 109 000 dans la zone euro. Comparé à septembre 2018, le taux de chômage des jeunes a reculé de 0,5pp dans l'UE et de 0,8pp dans la zone euro. Les plus faibles taux de chômage des jeunes ont été enregistrés en septembre 2019 en République tchèque (4,4%), en Allemagne (5,7%) et aux Pays-Bas (7,2%), tandis que les taux les plus élevés ont été relevés en Grèce (33,2%), en Espagne (32,8%) et en Italie (28,7%).

Pologne

- **Le Conseil de la Politique monétaire (RPP) de la Banque centrale polonaise (NBP) donne un avis globalement favorable sur le projet de loi de finances 2020, soumis par le Conseil des Ministres au Parlement.** Jugeant réaliste les prévisions de croissance pour 2020 (3,7%) et d'inflation (2,5%) le RPP indique que l'inflation pourra au cours du premier semestre 2020 se situer "temporairement" à un niveau supérieur à celui estimé par le gouvernement. Concernant la situation des finances publiques, le RPP indique qu'après un très bon exercice 2018, marqué par un déficit public exceptionnellement faible (-0,4% du PIB), le déficit en 2019 devrait augmenter tout en demeurant à un niveau inférieur à celui indiqué dans la mise à jour du programme de convergence (-1,7% du PIB), au regard des bonnes rentrées fiscales au premier semestre 2019 (recettes provenant de l'impôt sur les sociétés +18,8% en g.a., recettes provenant de l'impôt sur le revenu +11,4%, cotisations pour la Sécurité sociale +9%). En 2020, le déficit public devrait à nouveau diminuer pour s'établir à -0,3% du PIB. Concernant la dette publique, le RPP juge plausible le scénario de la baisse prévue par le gouvernement (45,6% du PIB en 2018, 44,9% en 2019, 43,5% en 2020). Les besoins nets de refinancement de la dette sont prévus en 2020 à 19,4 milliards PLN (4,5 milliards d'euros), soit 0,8% du PIB alors que les besoins bruts sont prévus à 137,4 milliards PLN (32,1 milliards d'euros), soit 5,8% du PIB.
- **Le Ministère de l'Entrepreneuriat et des Technologies se félicite de l'augmentation des dépenses pour l'activité de la recherche et le développement en 2018.** D'après les données du Bureau des Statistiques (GUS), le communiqué du Ministère indique que les dépenses totales de R&D en Pologne en 2018 se sont élevées à 25,6 milliards PLN (6 milliards d'euros) dont les dépenses des entreprises représentent 66% ; les dépenses R&D des entreprises ont augmenté de près de 28% entre 2017 et 2018. Les dépenses totales de R&D en Pologne représentent ainsi 1,21% du PIB, soit une augmentation de 0,18 point par rapport à 2017. D'après le GUS, l'activité de R&D correspondait en 2018 à l'équivalent de 162 000 emplois à temps plein, soit une hausse de 12,4% par rapport à 2017.
- **Entreprises.** Le groupe japonais Toyota souhaite investir en Pologne 140 millions d'euros pour augmenter la fabrication de transmissions et de moteurs essence pour véhicules hybrides par sa filiale polonaise TMMP. Le site à Walbrzych (sud-ouest de la Pologne) lancera ainsi une deuxième ligne de production de transmissions hybrides e-CVT 1,5 litre et de moteurs à essence TNGA 1,5 l. A terme, les deux usines polonaises de Toyota devraient atteindre une capacité annuelle de 309 000 moteurs par an en 2022.
- **Le mécanisme fiscal de paiement scindé (split payment) devient obligatoire pour certains types de transactions.** D'après le Ministère des Finances, à compter du 1^{er} novembre 2019 le mécanisme de paiement est obligatoire pour les transactions entre les entités assujetties au régime de la TVA dès lors que



le montant facturé est supérieur à 15 000 PLN (3 510 euros) et la facture porte, ne serait-ce que partiellement, sur le commerce de l'un des produits dits sensibles tels que le carburant, l'acier et les produits métalliques, électroniques (smartphones, consoles, tablettes), les services de constructions, les accessoires automobiles, le charbon, les machines et les équipements électriques. La mise en œuvre du mécanisme split payment vise, d'après le Ministère, à protéger l'administration fiscale contre le risque d'un non-paiement de la TVA par le fournisseur d'une part et de l'autre part, à prémunir l'acheteur (co-contractant) contre le risque d'une implication dans des schémas fiscaux frauduleux (fraudes carrousel en particulier).

- **La Pologne se classe dorénavant comme troisième Etat membre de l'UE par niveau de chômage**, Ministère du travail le 31 octobre. D'après le GUS, le taux de chômage atteint fin septembre 5,1% de la population active son plus bas niveau depuis 1990. Comparé à fin août 2019, le taux de chômage a baissé de 0,1 point ; le nombre des demandeurs d'emploi, atteignant 851 000 personnes, a diminué de 96 000 en l'espace d'un an. On notera que dressé sur la base du nombre des demandeurs d'emploi inscrits aux Bureaux du travail, le taux de chômage communiqué par les autorités polonaises est structurellement plus élevé que celui calculé par Eurostat sur la base de critères du BIT et servant aux comparaisons internationales. Ce taux s'élevait en septembre 2019 à 3,3% de la population active en Pologne, contre une moyenne de 6,3% dans l'ensemble de l'Union Européenne. Le Ministère indique qu'au sein de l'Union européenne, seule la République Tchèque et l'Allemagne affichent des taux de chômage plus faibles qu'en Pologne.
- **Questions européennes.** La Commission européenne a approuvé, conformément aux règles de l'UE en matière d'aides d'État, le projet de la Pologne visant à soutenir la construction d'une installation de traitement des déchets municipaux hautement efficace, située à Gdańsk. Port Czyszej Energii Sp. z o.o. (PCE), une entreprise municipale, bénéficiera de l'aide polonaise. Le projet sera organisé sous la forme d'un partenariat public-privé entre PCE et des partenaires privés sélectionnés dans le cadre d'une procédure de concurrence. La Commission a également ouvert une enquête approfondie afin d'établir si les projets de soutien à la rénovation de cinq réseaux de chauffage urbain dans le sud-est de la Pologne (Tarnobrzeg, Ropczyce, Lesko, Dębica et Ustrzyki Dolne dans la région polonaise de Voïvodie des Basses-Carpates) sont conformes aux règles de l'Union relatives aux aides d'État. À ce stade, la Commission craint que le soutien prévu ne satisfasse pas aux critères du "réseau de chaleur efficace" énoncés dans la Directive sur l'efficacité énergétique car les systèmes de chauffage urbain sont approvisionnés par de la chaleur provenant principalement de chaudières à charbon. Enfin, la Commission a ouvert une enquête approfondie afin de déterminer si deux mesures de soutien d'un montant total de 39 millions d'euros octroyées par la Pologne à l'entreprise chimique PCC MCAA Sp. Zo.o, visant à lui permettre d'investir dans une nouvelle installation en Pologne, sont conformes aux règles de l'UE en matière d'aides d'État à finalité régionale. La Commission doute que les mesures polonaises en faveur de PCC respectent les règles de l'UE en matière d'aides d'État car l'aide octroyée a contribué à une augmentation substantielle de la capacité de production de PCC sur un marché peu efficace, entraînant de possibles distorsions de concurrence.
- **Derniers indicateurs de l'économie polonaise.** L'estimation préliminaire de l'inflation en octobre effectuée par le GUS fait état d'une hausse du niveau général des prix de 2,5% en rythme annuel, soit un niveau légèrement inférieur à celui observé en septembre (+2,6%). On notera une hausse marquée des prix des denrées alimentaires (+6,1% en g.a.), en revanche les prix de l'énergie et du carburant connaissent une baisse significative avec respectivement -1,7% et -4,7%. Le nombre d'immatriculation des véhicules neufs augmente de 1,9% sur les neuf premiers mois 2019. D'après l'Association polonaise de l'industrie automobile, le nombre d'immatriculations sur cette période s'est élevé à 410 800. L'indice PMI (indicateur privé des directeurs d'achat reflétant l'activité manufacturière), se situant en octobre à 45,6 point, atteint son plus bas niveau au cours des dix dernières années. D'après les économistes, la détérioration de l'indice PMI pourrait laisser présager d'une évolution négative dans l'industrie. En septembre, la production industrielle polonaise a augmenté de 5,6% en rythme annuel et le consensus de marché table sur une croissance de 2,5% en g.a pour le mois d'octobre.
- **La Pologne souhaite assouplir le projet du futur Fonds pour une transition juste.** Les autorités polonaises souhaitent que la nouvelle Commission européenne propose la création du futur Fonds pour une transition juste pour accompagner l'adaptation des territoires dépendant fortement des énergies fossiles pour



la production d'électricité aux nouvelles priorités climatiques de l'Union européenne, dans une version "plus large" qu'envisagé actuellement. Un tel fonds devrait s'ajouter à la proposition de la Commission européenne pour le cadre financier pluriannuel 2021-2027 et durer "bien après" 2027. Les autorités polonaises proposent en particulier un certain nombre de critères pour concentrer l'effort financier sur les territoires de l'UE qui en ont le plus besoin tels que les inégalités de développement et de compétitivité économique, la divergence des mix énergétiques, le niveau des émissions de CO₂, un accès inégal au capital financier en raison de marchés de capitaux plus ou moins développés ou encore les écarts de pouvoirs d'achat des habitants des différentes régions. On notera également que le gouvernement polonais ne souhaite pas que la nouvelle politique des prêts de la Banque européenne d'investissement dans le secteur de l'énergie (BEI) ne prenne pas en compte des projets gaziers.

Hongrie

- **Le taux de chômage s'établit à 5,2% de la population active en septembre 2019 et la Hongrie compte 243 400 demandeurs d'emplois**, Bureau du travail hongrois le 22 octobre. 50,5% des chômeurs étaient éligibles à une allocation au chômage. Le Bureau du travail hongrois affirme que le nombre de demandeurs d'emplois a diminué de 3,1% en l'espace d'un an. A l'opposé, la Hongrie comptait quelques 77 700 emplois vacants au 30 septembre 2019. Le taux de chômage calculé par le Bureau du travail hongrois diffère néanmoins de manière substantielle de celui calculé par Eurostat sur la base des critères du Bureau international du travail (BIT) et servant aux comparaisons internationales, qui atteignait 3,4% de la population active en août 2019 (Communiqué d'Eurostat du 31 octobre 2019).
- **Les retraités hongrois recevront un bonus de 30 000 HUF (91 euros) bruts mensuels au mois de novembre 2019**, Ministère des ressources humaines le 22 octobre. Les 2,5 millions de retraités hongrois bénéficieront ainsi d'une prime de fin d'année versée au mois de novembre pour la troisième année consécutive. Cette prime s'explique par la forte croissance affichée par l'économie hongroise : 5,1% sur le premier semestre 2019, 4,3% prévus par le Ministère des finances sur l'ensemble de l'année 2019. La pension de retraite moyenne s'élevait à 135 000 HUF (410 euros) bruts mensuels au premier semestre 2019.
- **Le déficit budgétaire de la Hongrie s'élève à 303,6 milliards HUF (922 millions d'euros) sur la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2019**, Ministère des finances le 22 octobre. Le déficit budgétaire atteint sur les neuf premiers mois de l'année 2019 représente 30,4% du niveau cible fixé par le gouvernement hongrois à 998,4 milliards HUF (3,03 milliards d'euros) et équivalent à 1,8% du PIB. Sur le seul mois de septembre dernier, la Hongrie a enregistré un excédent budgétaire à hauteur de 207,2 milliards HUF (629 millions d'euros). Le communiqué du Ministère des finances précise que sur les neuf premiers mois de l'année, les recettes de TVA et de l'impôt sur le revenu représentent respectivement 77,5% et 75,2% du niveau cible de l'année 2019 et que dans ces conditions, l'objectif d'un déficit budgétaire inférieur à 1,8% du PIB est réaliste.
- **Les dépenses de recherche et développement ont représenté 654 milliards HUF (1,99 milliards d'euros) en 2018, soit une hausse de 27% en prix courants**, Office statistiques hongrois (KSH) le 25 octobre. Les dépenses allouées à la R&D provenant de l'Etat hongrois ont représenté 211 milliards HUF (641,5 millions d'euros, soit 32,3% du total), celles provenant du secteur privé ont représenté 342 milliards HUF (1,04 milliards d'euros, soit 52,3% du total) et celles provenant de l'étranger ont représenté 97 milliards HUF (295 milliards d'euros, soit 14,8% du total). Parmi les dépenses de R&D globales en 2018, quelques 113 milliards HUF (343,5 millions d'euros) ont été alloués à des projets d'investissement de R&D et 536 milliards HUF (1,63 milliards d'euros) ont couverts les coûts liés à la R&D.
- **Le salaire moyen s'établit à 358 876 HUF (1089 euros) bruts mensuels au mois d'août 2019, soit une hausse de 11,5% en rythme annuel et termes nominaux**, KSH le 30 octobre. Le salaire net moyen s'établissait à 238 653 HUF (724 euros) mensuels en août 2019. Compte tenu de l'inflation qui s'établissait à 3,1% en rythme annuel en août dernier, la croissance des salaires atteint 8,4% en termes réels (contre 7,1% en juillet dernier). Sur la période du 1^{er} janvier au 31 août 2019, le salaire net moyen en Hongrie s'établit à 239 300 HUF (726 euros, + 10,7% en termes nominaux et en g.a) ; respectivement 248 800 HUF (754 euros, + 11,4% en termes nominaux et en g.a) dans le secteur privé et 218 700 HUF (663 euros,



+8,1%) dans la fonction publique. Sur les huit premiers mois de l'année 2019, où l'inflation atteint 3,3% en rythme annuel, la croissance des salaires réels atteint 7,4% en Hongrie, dont respectivement 8,1% dans le secteur privé et 4,1% dans la fonction publique.

République tchèque

- **L'excédent public pour l'année 2018 a été revu à la hausse à 1,1% du PIB**, Office statistique tchèque (CSU) le 22 octobre. L'excédent public avait été précédemment évalué en avril dernier à seulement 0,9% du PIB sur l'année 2018. La dette publique atteint 32,6% du PIB au 31 décembre 2018 ; elle a été réévaluée à la baisse de 0,1pp (puisque'elle avait été estimée à 32,7% du PIB en avril dernier).
- **52% des tchèques sont prêts à déménager pour trouver un meilleur emploi**, résultats d'une étude menée par l'agence de recrutement *Randstadt* le 30 octobre. Parmi les principaux pays privilégiés par les tchèques pour une expatriation sont l'Autriche, l'Allemagne et la Slovaquie voisines. Au niveau mondial, les principales destinations plébiscitées sont les Etats-Unis (28% des personnes interrogées), l'Allemagne (25%) et l'Australie (22%). L'étude montre que 43% des tchèques sont favorables à un déménagement si le travail obtenu signifiait une hausse importante de salaire, tandis que 35% changerait de lieu d'habitation s'ils obtenaient un travail qui fasse davantage sens.
- **Les professeurs ont annoncé, jeudi 31 octobre, une grève pour mercredi 6 novembre**. Les enseignants réclament une hausse de salaire de 10% en moyenne dès le 1^{er} janvier 2020, alors que le gouvernement tchèque souhaite que cette hausse soit limitée à 8%. Pour rappel, le salaire moyen d'un professeur en République tchèque s'élève à 36 200 CZK (1420 euros) bruts mensuels au premier trimestre 2019, soit légèrement au-dessus de la moyenne nationale (32 466 CZK/ 1273 euros bruts mensuels). Plus de 6000 écoles à travers le pays devrait être touché par la grève le 6 novembre prochain.

Slovaquie

- **Le taux de chômage s'établit à 5% de la population active en septembre 2019, niveau auquel il stagne depuis six mois**, Bureau du travail slovaque (UPSVR) le 21 octobre. La Slovaquie comptait ainsi au 30 septembre 2019 quelques 139 000 demandeurs d'emplois, un chiffre en baisse de 9 000 en l'espace d'un an. Le taux de chômage calculé par le Bureau du travail slovaque est très proche de celui calculé par Eurostat sur les critères du BIT, estimé à 5,6% en septembre 2019 où la Slovaquie comptait 152 000 demandeurs d'emplois (Communiqué d'Eurostat du 31 octobre 2019).
- **La Slovaquie comptait 74 500 travailleurs étrangers au 30 septembre 2019**, Office statistique slovaque (SU) le 28 octobre. SU note néanmoins qu'au cours des neuf premiers mois de l'année 2019, 5000 travailleurs étrangers ont quitté la Slovaquie alors que 15 000 travailleurs supplémentaires étaient arrivés au cours des neuf premiers mois de l'année 2018. Parmi les étrangers travaillant en Slovaquie au 30 septembre 2019, les principales nationalités représentées étaient l'Ukraine (20 000 travailleurs), la Serbie (12 400) et la Roumanie (9 400). SU note que le nombre de travailleurs étrangers atteint désormais 700 000 fin septembre 2019 en République tchèque voisine.
- **Les banques commerciales slovaques anticipent une croissance du PIB de 2,2% en 2020**, Banque centrale de Slovaquie (NBS) le 28 octobre. Les banques commerciales slovaques anticipent un ralentissement économique de plus en plus prononcé, à titre de comparaison la prévision de croissance du PIB pour 2020 était de 2,3% en septembre dernier et de 3,2% en juin dernier. L'inflation devrait atteindre 2,5% en 2020.
- **Les prix à la production industrielle ont enregistré une hausse de 0,8% en rythme annuel en septembre 2019**, SU le 28 octobre. Le rythme de hausse des prix à la production industrielle ralenti depuis quatre mois en Slovaquie, à titre de comparaison il atteignait 1,1% en rythme annuel en août dernier. En septembre 2019, les prix à la production industrielle ont augmenté en rythme annuel de 1,3% pour les produits destinés au marché intérieur et de 0,6% pour les produits destinés à l'exportation.



- **Le déficit public de la Slovaquie devrait atteindre 1,3% du PIB en 2019, après 1,1% du PIB en 2018**, Conseil de la discipline budgétaire (RRZ) le 30 octobre. Le RRZ estime que l'objectif du gouvernement slovaque d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2019 ne sera pas atteint. Cette déviation de l'objectif budgétaire est imputable à une hausse des dépenses publiques de santé, des collectivités territoriales et des avantages sociaux, même si sur les neuf premiers mois de l'année les recettes publiques ont été plus élevées que prévu.

ETATS BALTES

Estonie

- **La hausse des coûts dans le secteur de la construction atteint 2,1% en rythme annuel au troisième trimestre 2019**, Office statistique estonien le 21 octobre. La hausse des coûts atteint respectivement 4,7% pour la main d'œuvre, 1,5% pour l'entretien des machines et 0,7% pour les matériaux de construction. Comparé au niveau atteint au deuxième trimestre 2019, la hausse des coûts dans le secteur de la construction atteint 0,4% au troisième trimestre 2019. Les coûts ont progressé respectivement de 0,7% pour la main d'œuvre, 0,2% pour les matériaux de construction tandis qu'une baisse de 0,1% a été enregistré pour le prix des machines.
- **Les prix à la production industrielle ont enregistré une baisse de 1% en rythme annuel en septembre 2019**, Office statistique estonien le 21 octobre. Les prix ont augmenté de 6,6% pour l'exploitation des minerais et carrières, 0,9% pour le traitement des eaux usées, tandis que des baisses de 1,4% ont été enregistrées pour l'industrie manufacturière et de 3,7% pour l'énergie. La baisse des prix à la production industrielle atteint respectivement 2% pour les produits exportés et 0,8% pour les produits importés. Entre août et septembre 2019, les prix à la production industrielle ont baissé de 0,1% en Estonie.
- **La croissance du volume des crédits accordés en Estonie atteint 7% en rythme annuel en septembre 2019**, Banque Centrale d'Estonie le 23 octobre. Le rythme de croissance des crédits atteint respectivement 15% pour les prêts accordés aux entreprises et 6,7% pour les prêts accordés aux ménages en rythme annuel en septembre dernier. La croissance du volume des crédits s'est légèrement accélérée comparé au mois d'août dernier où elle atteignait 6,8% en rythme annuel.
- **Le Parlement estonien a approuvé le budget prévisionnel 2020 mercredi 23 octobre**. Les dépenses publiques devraient s'élever à 11,6 milliards d'euros (+760 millions d'euros par rapport à 2019) et les recettes publiques à 11,8 milliards d'euros (+240 millions d'euros par rapport à 2019) en 2020. La dette publique de l'Estonie devrait représenter 8% du PIB en 2020, en baisse comparé aux 8,8% prévus en 2019. Le budget 2020 prévoit une hausse des salaires des professeurs, une revalorisation des pensions de retraite à hauteur de 45 euros bruts mensuels en moyenne et une hausse des dépenses liées à la défense à hauteur de 2% du PIB (critère de l'OTAN).
- **Les recettes fiscales ont représenté 663,7 millions d'euros sur le mois d'août 2019, soit une hausse de 9,2% en g.a.**, Ministère des finances le 29 octobre. Le communiqué du Ministère des finances précise que la hausse des recettes fiscales au mois d'août dernier est imputable principalement aux recettes de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés. Sur les huit premiers mois de l'année 2019, les recettes fiscales globales ont augmenté de 5,9% en rythme annuel. Sur la période du 1^{er} janvier au 31 août 2019, le déficit public de l'Estonie est limité à 0,1% du PIB, soit 15 millions d'euros ; les régions ont enregistré un excédent de 90 millions d'euros, le fond de de sécurité sociales un excédent de 51 millions d'euros tandis que le gouvernement central a enregistré un déficit de 156 millions d'euros.
- **Le volume de la production industrielle a enregistré une baisse de 1,5% en rythme annuel en septembre 2019**, Office statistique estonien le 31 octobre. Le volume de la production industrielle a enregistré une croissance de 12,2% pour l'énergie, 11,4% pour l'exploitation des minerais et carrières tandis qu'une baisse de 2,9% a été observée pour l'industrie manufacturière. Comparé au niveau atteint en août 2019, le volume de la production industrielle a enregistré une baisse de 4,8% en septembre dernier.



L'office statistique estonien note que comparé au niveau de référence de l'année 2015, le volume de la production industrielle a enregistré une croissance de 13,9% en septembre dernier.

- **Les ventes du commerce de détail ont représenté 618 millions d'euros en septembre 2019, soit une hausse de 4% en rythme annuel**, Office statistique estonien le 31 octobre. Comparé au niveau atteint en août 2019, le volume des ventes du commerce de détail a enregistré une baisse de 1% en septembre dernier. Sur la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2019, le volume des ventes du commerce de détail a enregistré une croissance de 5% en rythme annuel. Comparé au niveau de référence de l'année 2015, le volume des ventes du commerce de détail a progressé de 10,4% en septembre dernier.

Lettonie

- **Les prix à la production industrielle ont enregistré une hausse de 0,5% en rythme annuel en septembre 2019**, Bureau letton des statistiques (CSB) le 21 octobre. La hausse des prix atteint respectivement 1% pour l'exploitation des minerais et carrières, 2,4% pour l'énergie et 4,2% pour le traitement des eaux usées, tandis qu'une baisse de 0,1% a été enregistré pour l'industrie manufacturière. Les prix à la production industrielle ont augmenté de 1,8% pour les produits destinés au marché intérieur et ont baissé de 0,7% pour les produits destinés à l'exportation en septembre 2019 en rythme annuel. Comparé au niveau atteint en août 2019, les prix à la production industrielle ont baissé de 0,3% en septembre dernier. Le rythme de hausse des prix à la production industrielle a considérablement ralenti au cours des derniers mois puisqu'il atteignait 5% en rythme annuel en septembre 2018.
- **Les coûts dans le secteur de la construction ont enregistré une hausse de 3,6% en rythme annuel en septembre 2019**, CSB le 25 octobre. La hausse des coûts atteint respectivement 5,6% pour la rémunération des salariés, 3,9% pour le prix des matériaux de construction et 1,8% pour les coûts liés à l'équipement et à la maintenance des machines. Le rythme de hausse des coûts dans le secteur de la construction a ralenti au cours des derniers mois, après avoir atteint un pic à 5,6% en rythme annuel en décembre 2018. Comparé au niveau atteint en août 2019, la hausse des coûts dans le secteur de la construction atteint 0,2% en septembre dernier.
- **Le volume des ventes du commerce de détail a enregistré une baisse de 0,4% en rythme annuel en septembre 2019**, CSB le 30 octobre. Comparé au niveau atteint en septembre 2018, le volume des ventes du commerce de détail a enregistré une croissance de 0,8% pour les produits alimentaires, une baisse de 1% pour les produits non-alimentaires et une baisse de 0,2% pour le carburant. Comparé au niveau atteint en août 2019, le volume des ventes du commerce de détail a chuté de 1% en septembre dernier.
- **La croissance du PIB letton atteint 2,8% en rythme annuel au troisième trimestre 2019**, CSB le 30 octobre. La croissance du PIB s'est accélérée comparé au résultat du deuxième trimestre 2019 (2%). Entre le deuxième et le troisième trimestre 2019, le PIB letton a crû de 0,7%. CSB estime que les principales contributions à la croissance au troisième trimestre 2019 sont la production industrielle (+4,3% en g.a) et les services (+3% en g.a). Sur les trois premiers trimestres de l'année 2019, la croissance du PIB letton atteint 2,5%, ce qui marque un net ralentissement comparé aux trois premiers trimestres de l'année 2018 où la croissance avait atteint 5%. Le gouvernement letton table sur une croissance de 3,2% sur l'ensemble de l'année 2019, tandis que la Banque de Lettonie table sur 2,5% et la Commission européenne sur 3%.
- **L'excédent budgétaire de la Lettonie s'élève à 521,6 millions d'euros sur la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2019, soit 1,7% du PIB**, Ministère des finances le 29 octobre. Les recettes budgétaires ont atteint sur les neuf premiers mois de l'année 8,4 milliards d'euros (+3,1% en g.a) et les dépenses budgétaires 7,9 milliards d'euros (+5,7% en g.a). Le communiqué du Ministère des finances précise que sur la période de janvier à septembre 2019, les recettes liées à l'impôt sur le revenu sont en hausse. Le gouvernement letton table sur un déficit budgétaire équivalent à 0,5% du PIB en 2019.

Lituanie

- **Les prix à la production industrielle ont enregistré une baisse de 3,4% en rythme annuel en septembre 2019**, Office statistique lituanien le 22 octobre. Le communiqué de l'Office statistique lituanien précise que cette chute des prix à la production industrielle est en partie imputable à la baisse des prix de



l'énergie ; en excluant les prix de l'énergie, la baisse des prix à la production industrielle atteint 1,6% en rythme annuel en septembre 2019. Comparé au niveau atteint en août 2019, les prix à la production industrielle ont baissé de 0,2% en septembre dernier.

- **La croissance du PIB lituanien atteint 3,9% en rythme annuel sur les trois premiers trimestres de l'année 2019**, Office statistique lituanien le 30 octobre. Le PIB s'est élevé à 35,5 milliards d'euros sur les neuf premiers mois de l'année 2019. Tous les secteurs de l'économie ont contribué positivement à la croissance au troisième trimestre 2019. Les autorités lituaniennes anticipent néanmoins une décélération de la croissance dans les mois à venir ; les prévisions d'été de la Commission européenne (10 juillet 2019) tablent sur une croissance du PIB de 3,1% sur l'ensemble de l'année 2019 puis 2,4% en 2020. La Banque de Lituanie table sur une croissance de 3,7% en 2019 et de 2,5% en 2020.

LEXIQUE

cjo : corrigé des effets
de calendrier

cvs : corrigé des
variations
saisonnnières

g.a. : glissement
annuel

g.t. : glissement
trimestriel

IPC(H) : indice des
prix à la
consommation
(harmonisé)

IPI : indice de la
production industrielle

IPP : indice des prix
à la production

PECO(B) : pays
d'Europe centrale et
orientale (balte)

pb : points de base

pp : points de
pourcentage

volume : à prix réels
(donnée mesurée
aux prix de l'année
précédente chaînés)


PREVISIONS DE LA COMMISSION EUROPEENNE ET NOTATIONS

	Pologne	Hongrie	Rép. tchèque	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie								
PIB (variation N/N-1 en %)*															
2018	5,1	4,9	3,0	4,1	3,9	4,8	3,5								
2019	4,4	4,4	2,6	3,6	2,9	3,0	3,1								
2020	3,6	2,8	2,5	3,3	2,3	2,8	2,4								
Inflation (variation annuelle)*															
2018	1,2	2,9	2,0	2,5	3,4	2,6	2,5								
2019	2,1	3,2	2,4	2,4	2,4	3,1	2,2								
2020	2,7	3,2	2,1	2,3	2,1	2,5	2,1								
Chômage (% population active)															
2018	3,9	3,7	2,2	6,5	5,7	7,4	6,2								
2019	3,8	3,5	2,2	5,9	5,7	6,9	6,2								
2020	3,5	3,5	2,3	5,6	5,7	6,7	6,0								
Solde public (% PIB)															
2018	-0,4	-2,2	0,9	-0,7	-0,6	-1,0	0,7								
2019	-1,6	-1,8	0,2	-0,5	-0,3	-0,6	0,3								
2020	-1,4	-1,6	-0,2	-0,6	-0,5	-0,6	0,0								
Dettes publiques brutes (% PIB)															
2018	48,9	70,8	32,7	48,9	8,4	35,9	34,2								
2019	48,2	69,2	31,7	47,3	8,5	34,5	37,0								
2020	47,4	67,7	31,1	46,0	8,5	33,5	36,4								
Solde courant (% PIB)															
2018	-0,5	0,5	0,1	-1,1	1,5	-0,5	0,0								
2019	-1,0	-1,2	-0,5	-0,5	1,4	-0,2	-0,1								
2020	-1,4	-1,4	-0,6	-0,1	1,4	-0,2	-0,4								
Notation de la dette souveraine															
Agences	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	
S&P	A-	Stable	BBB	Stable	AA-	Stable	A+	Stable	AA-	Stable	A	Stable	A	Stable	
Moody's	A2	Stable	Baa3	Stable	Aa3	Stable	A2	Stable	A1	Stable	A3	Stable	A3	Positive	
Fitch	A-	Stable	BBB	Stable	AA-	Stable	A+	Stable	AA-	Stable	A-	Stable	A-	Positive	

* Prévisions intermédiaires d'été 2019

Copyright

 Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Varsovie. (adresser les demandes à varsovie@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.


 Liberté • Égalité • Fraternité
 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

 MINISTÈRE
 DE L'ÉCONOMIE
 ET DES FINANCES

 Service Économique Régional de Varsovie
 Ambassade de France en Pologne
www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/pologne
twitter.com/FranceEcoPoland

Rédigé par Raphaël STANZEL et Cezary TOBOJA, en collaboration avec les services économiques de la région.

Validation : Benoît GRESS

Version du 04/11/2019